

Paris 8 : Sur les étranges arguments de la direction

« C'est une poignée d'étudiants qui fait beaucoup de bruit et avec une drôle de conception de la démocratie. Nous n'attaquons pas la liberté syndicale, c'est un fantasme. Que font-ils, eux, pour être plus en lien avec le territoire ? La plupart viennent de Paris et ne connaissent pas la Seine-Saint-Denis. »

Cette phrase est une déclaration de la direction de l'université Paris 8. Elle termine l'article publié sur rue 89 « Fac : des vigiles et des caméras à Paris-VIII la libertaire ? ». La direction conteste la légitimité des opposant-es, dont nous sommes, au règlement intérieur et au plan de sécurisation de l'université.

Drôle-de-démocratiques, nous ?

Oui, nous sommes bel et bien opposé-es au nouveau règlement intérieur et au plan de sécurisation proposés pour l'université Paris 8 et nous n'avons pas l'intention de nous taire. La direction attaque notre « drôle de démocratie ». Entend-elle par là nos tentatives pour arracher un droit de parole ? Nous n'avons pas une drôle de conception de la démocratie, nous ne nous gargarisons pas d'être démocratiques, personne n'est démocratique dans un lieu non-démocratique. Nous répondons par des moyens d'action à l'absence de démocratie universitaire. La démocratie, ça s'organise à plusieurs. Nous demandons un droit de parole qui nous est refusé et quand nous mettons en œuvre les moyens pour nous faire entendre, il nous est opposé des arguments fallacieux. Nous demandons l'ouverture au public des conseils de direction, où se décident ces règlements, afin que chacun-e soit témoin de leur « fonctionnement démocratique ».

Parisiens, tête de chiens !

La deuxième attaque sur le côté « parisien » des opposant-es au projet est quant à elle assez étrange, mais récurrente... Il semble qu'aujourd'hui, se réclamer de la Seine-Saint-Denis soit un argument force, mais qu'est-ce que ça vient faire au milieu du débat ? En guise de réponse :

- Qu'avez-vous soudain contre Paris ? Ces dernières années une grande partie de la politique des directions successives a consisté à refuser le plus possible les « locaux » pour attirer un public jugé meilleur, notamment les parisiens. Échec partiel, les étudiant-es parisiens continuent à préférer les universités intra-muros.
- Cette déclaration est fautive. Elle vous sert à éviter le débat en vous appuyant sur une mythologie sociologique. Replaçons-nous : A l'image de Paris 8, nos assemblées se composent d'habitant-es du coin (des séquano-dyonisien-nes comme on l'apprend dans nos écoles primaires), de Val d'Oisien-nes, de francilien-nes et parisiens-nes. Par ailleurs, on y trouve aussi des régionaux et des étranger-es installé-es en Ile de France, pour beaucoup à Saint-Denis et Montreuil. Il y a même des gens qui habitent ailleurs qu'en Ile de France et viennent à la fac spécialement pour leurs cours une ou deux fois par semaine.
- « Que font-ils eux pour être en lien avec le territoire ? » Mais nous sommes ce territoire ! En habitant ici, en fréquentant les cafés et restaurants, les clubs de sport, les associations, les bancs, les mouvements politiques, les parcs, les cinémas et les théâtres, en votant ou s'abstenant, en jardinant, en fréquentant les lieux de concerts et les boîtes de nuit, en conduisant, en prenant métro, bus et tramway... et pour quelqu'un-es d'entre nous effectivement en soutenant le commerce des dealers de shit (Personne n'est parfait) ; par toutes ces occupations, nous sommes le territoire. C'est bien parce que nous sommes ce territoire que nous refusons de le voir couper en deux.

Les arguments *ad hominem* de la direction sont un aveu de faiblesse pour ce qui est de répondre sur le terrain des arguments politiques :

Il serait temps qu'elle réponde sérieusement sur les atteintes aux libertés associatives et syndicales que nous dénonçons. Ce projet de règlement est annoncé depuis plusieurs mois aux associations étudiantes pour leur stipuler qu'elles ne pourront plus faire ce qu'elles souhaitent. Les règles restrictives qu'elle impose au nom de l'« hygiène ou de la sécurité » sont aussi des empêchements à l'expression des associations et syndicats. La direction insiste sur la dangerosité de l'université pour mieux noyer le reste du projet. Expliquez-nous, par exemple, le rapport entre des dealers et le fait d'obliger les étudiant-es à demander un mois à l'avance l'autorisation de tenir des "manifestations publiques" (une expression qui peut comprendre à peu près tous les aspects de la vie d'une université) ?

Il faudrait que la direction justifie sérieusement l'utilisation des caméras et des contrôles pour le bien-être de tou-te-s dans le cadre de son plan de sécurisation. Une caméra n'a jamais empêché une agression. Quant aux vols, ils s'effectuent de nuit, dans une université déjà barricadée, donc que vont changer les contrôles au juste ? Si des personnes agressent d'autres gens et que l'université n'est pas en capacité de le gérer elle-même, soit par une solidarité à l'intérieur même de la communauté universitaire, soit par le biais des vigiles actuels, qu'est-ce qui vous empêche de faire appel à ces chères forces de l'ordre que vous rameutez à chaque événement politique qui vous déplaît ? De la vie et des lumières dans les locaux, une augmentation du personnel-le, la tenue de cours du soir, l'animation d'événements qui créeront du lien avec les habitant-e-s, auront bien plus d'effets que toutes vos politiques sécuritaires et dispendieuses.

A la direction : Nous sommes tout autant que vous au quotidien dans cette université et nous continuerons à dire ce que nous pensons. Si vous avez des choses à défendre, qu'elles soient au moins un minimum politiquement argumentées et constructives !

A Saint-Denis

Le 31 octobre 2013

Adeline, Anouk, Hélène, Jérôme, Malika, Marine